DEBOUT LA FRANCE !

ÉCONOMIE

PRODUIRE EN FRANCE ET RÉCOMPENSER LE TRAVAIL



La France paie le prix exorbitant de la politique dictée par l'Union européenne depuis 40 ans et avalisée par les gouvernements successifs particulièrement lâches : notre industrie est laminée par des concurrents qui ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, nos produits voient leur compétitivité obérée par un euro surévalué, nos entreprises sont étouffées par les normes et par les charges et nos fleurons sont régulièrement bradés à des acheteurs étrangers.

Pour autant, la France ne manque pas d'atouts : une électricité nucléaire, un système éducatif offrant des formations d'excellence, des niveaux de productivité parmi les plus élevés du monde, des entreprises de taille mondiale, en pointe dans leur domaine, des infrastructures de qualité…

Pour répondre à la crise de la dette et à la désindustrialisation, nous enclencherons un cercle vertueux associant le patriotisme économique, des protections intelligentes, la relance de la production nationale, la libération des énergies, l'investissement dans l'avenir et l'augmentation du pouvoir d'achat par le biais du travail.

Notre projet économique s'articule autour de trois priorités :

- **Produire en France**
- **Récompenser le travail**
- **Assainir les finances publiques sans faire souffrir les Français**

LE CONSTAT

Cette politique s'est notamment traduite par la disparition de 2 millions d'emplois industriels dans l'Hexagone depuis 1989 et par une explosion de notre déficit commercial sur les biens qui a atteint 69 milliards d'euros en 2025 et la somme incroyable de 400 milliards d'euros sur la période 2022-2025. À noter qu'en moyenne annuelle, entre 2007 et 2024, le solde de la France avec l'UE s'établit à – 43,4 Md€, selon les chiffres du commerce extérieur publiés par les douanes françaises en 2025.

Quelques indicateurs simples illustrent tristement l'affaissement de notre pays et battent en brèche les mensonges de nos gouvernants :

• Le niveau de vie des Français est désormais inférieur à la moyenne de l'Union européenne, selon une étude d'Eurostat publiée en 2026. Dépassée par l'Allemagne, le Danemark ou l'Espagne, la France est même rattrapée par la Pologne.
• La pauvreté touche désormais 14 % de la population.
• 5,77 millions d'actifs sont inscrits à France Travail en catégories A, B et C.
• La dette nationale atteint 3 600 milliards d'euros et ne cesse de progresser (+ 1 400 milliards sous les désastreux quinquennats d'E. Macron).
• Les charges sociales salariales (la différence entre le salaire brut et le salaire net), qui correspondaient à 8 % du salaire brut en 1967, à 15 % en 1984, à 21 % en 1994, représentent aujourd'hui 23 % de ce même salaire brut. Particuliers, salariés et entreprises ploient sous l'excès du matraquage fiscal.
• Un déficit budgétaire, proche de 5,5 % du PIB, souligne l'impéritie des sbires de M. Macron.

NOS 30 MESURES

10 MESURES POUR CRÉER ET RELOCALISER 2 MILLIONS D'EMPLOIS

Dans le contexte d'une course effrénée à la compétitivité et à l'innovation, la France, à l'instar d'une équipe de football, doit combiner une attaque dynamique (baisse des charges pour les entreprises patriotes qui investissent en France et qui croient au « Produire en France ») et une défense solide dans le cadre d'un protectionnisme intelligent.

Notre ambition est de voir notre industrie manufacturière retrouver sa puissance et atteindre 15 % du PIB en 10 ans (20 % dans 20 ans), relocaliser 1 million d'emplois et en créer un autre million.

1. **Diminuer pour tous massivement le coût de l'énergie.**
   Il ne peut y avoir de production ni de création de richesse digne de ce nom sans énergie bon marché. Cette dernière est fondamentale dans la productivité de nos entreprises.

   a) Diviser par 2 le prix de l'électricité dès la première année en :
   - Sortant du marché européen de fixation du prix de l'électricité.
   - Rétablissant le monopole de production et de distribution d'EDF.
   - Fixant un tarif réglementé national (un tarif de 10 centimes d'euro/kWh, soit 100 € le MWh, sera garanti contractuellement).

   b) Baisser de 40 centimes le prix des carburants (suppression des certificats d'économies d'énergie (CEE) : 17 centimes ; suppression de la TVA sur la taxe (4 milliards d'euros de coût) : 13 centimes ; plafonnement des marges des raffineurs : 10 centimes).

   c) Réduire de 20 % le prix du gaz en rétablissant un monopole public de distribution et en supprimant les CEE. Par ailleurs, nous réautoriserons les importations de gaz russe parce qu'il est bon marché (4 fois moins cher que le GNL américain).

2. **Diviser par 2 l'ensemble des normes administratives** qui entravent la bonne marche des entreprises et exaspèrent les Français (les ZFE seront supprimées, tout comme le seuil minimal de DPE pour louer un logement…) et zéro taxe et zéro norme supplémentaire pour les TPE/PME.

3. **Baisser les impôts de production** (3,2 % du PIB, soit près du double de la médiane des pays européens et du quadruple de l'Allemagne, ce qui décourage nos entrepreneurs)

4. **Créer un grand fonds d'investissement et de relocalisation doté de 4 milliards d'euros par an** et piloté par la Caisse des dépôts et consignations, qui favorisera l'investissement productif, la robotisation, l'emploi et la recherche dans les zones périphériques et rurales notamment. Ce fonds devra, à terme, s'autofinancer via les profits retirés de ces investissements.

5. **Accorder un crédit d'impôt production** pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français. Il s'agit de récompenser les dirigeants d'entreprises qui favorisent l'emploi en France.

6. **Mettre en place un étiquetage obligatoire sur les marchandises** pour indiquer précisément dans quel pays elles sont fabriquées et la part du « fabriqué en France » et étendre le label « Origine France garantie » à tous les produits, y compris industriels multi composants, dès lors que plus de 75 % de la valeur ajoutée a été obtenue sur notre territoire. En outre, nous protégerons les entreprises en matière de propriété intellectuelle et mènerons une lutte impitoyable contre la contrefaçon.

7. **Déployer un protectionnisme intelligent** et renégocier tous les accords de **libre-échange** à l'occasion de la sortie de l'UE. De façon générale, contrôler aux frontières les produits entrants afin de vérifier s'ils respectent les normes sanitaires, environnementales et sociales applicables sur le territoire français et ne pas hésiter à imposer des droits de douane compensateurs pour limiter les importations déloyales.

8. **Adopter un « BUY French ACT »** à la manière des États-Unis : introduire une préférence nationale dans les marchés publics (à noter que le montant total de la commande publique est de 200 milliards d'euros chaque année). La commande publique sera réservée aux entreprises qui produisent le bien en question en France, sous réserve que son prix ne soit pas supérieur de 50 % au produit étranger.

9. **Élargir le décret « Montebourg » à tous les secteurs et établir un système d'actions préférentielles** pour protéger nos entreprises stratégiques des prises de contrôle étrangères. Il est insupportable de voir les fleurons de l'industrie française démembrés et passer sous pavillon étranger (depuis 2014, 1 600 entreprises françaises ont été rachetées par des Américains).

10. **Abroger la directive dite « travailleurs détachés »** qui légalise le travail low-cost et la concurrence déloyale des pays européens de l'Est et du Sud.

10 MESURES POUR RELANCER LE POUVOIR D'ACHAT ET RÉCOMPENSER LE TRAVAIL

Le redressement de notre économie ne se fera pas sans une meilleure récompense du travail, du mérite et de l'effort.

11 **Doter chaque nouveau-né français d'un capital de 10 000 euros** qui sera bloqué jusqu'à sa retraite et qui sera géré par un fonds public de capitalisation français, inspiré du modèle du fonds souverain norvégien. À 60 ans, le bénéficiaire disposerait ainsi d'un socle de retraite par capitalisation, qui viendrait en complément de la retraite par répartition. À 60 ans, en tenant compte de l'inflation et avec un rendement net de 4 %, le citoyen français disposerait d'un minimum de retraite complémentaire de 400 euros par mois et d'un capital de 100 000 euros constants. Cette mesure coûtera environ 6 milliards d'euros par an à l'État.

12 **Augmenter le SMIC à 1 600 euros net** (98 euros supplémentaires par mois) **en compensant cette hausse par une baisse proportionnelle des cotisations salariales pour ne pas pénaliser les entreprises.** Cette réduction sera dégressive afin d'éviter les effets de seuil et concernera 2,5 millions de salariés.

13 **TVA à zéro sur une liste de 50 produits de première nécessité et réduire les frais bancaires**, notamment les frais cachés.

14 **Réindexer les pensions de retraite et les traitements des fonctionnaires sur l'inflation**, car l'État doit respecter son engagement vis-à-vis des Français qui ont cotisé toute leur vie professionnelle. Rétablir la possibilité du cumul emploi retraite entre 62 et 67 ans.

15 **Exonérer de charges patronales** :
- Le premier emploi en CDI d'un jeune de moins de 26 ans pendant trois mois
- Le CDI d'un chômeur de longue durée (5 ans) pour insérer les personnes en extrême difficulté sociale pendant deux ans

16 **Défiscaliser les heures supplémentaires** : au-delà de 1 607 h/an pour un temps plein, chaque heure effectuée sera défiscalisée dans la limite de 300 heures/an.
Cette défiscalisation concernera les cotisations salariales (le net sera égal au brut).

17 **Supprimer les droits de succession sur la résidence principale et sur les 100 premiers hectares de terres agricoles, doubler les plafonds d'exonération des donations, exonérer de 90 % la valeur des titres d'une entreprise transmise** (75 % actuellement).
Le travail est suffisamment imposé pour ne pas taxer le fruit du travail d'une vie une deuxième fois.

18 **Lancer la « Participation gaullienne » des salariés**, en synergie avec les entreprises : baisser le taux d'IS de 1 % pour 5 % d'actionnariat salarié supplémentaire, dans une limite de 10 points de baisse d'IS, et exonérer les sommes versées au titre de la participation du forfait social (coût : 1 milliard d'euros). De plus, nous proposons de renouer avec l'esprit de la « Participation gaullienne » qui donna naissance aux ordonnances de 1967 et d'instaurer un label attractif pour les entreprises qui souhaitent faire participer leur personnel à un niveau significatif. Nous favoriserons la cogestion en réduisant l'impôt sur les sociétés pour toute entreprise qui attribuera un pourcentage des sièges aux salariés, avec voix délibérative, dans les instances de décision ou de contrôle (pourcentage à déterminer avec les partenaires sociaux).

19 **Avoir zéro jeune sans formation d'avenir** en proposant à chaque jeune sans diplôme une formation qualifiante intensive aux métiers manuels, aux métiers du numérique ou aux métiers des secteurs en demande, assortie d'un emploi à la clé dans les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, plutôt que de laisser des milliers de postes non pourvus et des milliers de jeunes sans emploi.

20 **Garantir les revenus de l'épargne populaire** en instaurant un taux supérieur à l'inflation pour le Livret A.



10 MESURES POUR ASSAINIR LES FINANCES PUBLIQUES ET PRÉPARER L'AVENIR

21 **Sortir de l'UE et économiser ainsi les 15 milliards d'euros de notre solde contributeur.**

22 **Mettre fin aux aides à l'Ukraine** (7 milliards d'euros par an en comptant les aides de la France et la quote-part des aides de l'UE dues par la France).

23 **S'attaquer à la fraude sociale** avec les millions de cartes Vitale excédentaires et les retraites payées à des morts à l'étranger pour économiser 20 milliards d'euros par an.

24 **Couper les pompes aspirantes migratoires et économiser 5 milliards d'euros par an** (conditionner les aides sociales non contributives à 5 ans de résidence pour tout étranger, supprimer l'AME, lutter contre les fraudes aux mineurs isolés).

25 **Supprimer les aides de l'État à l'installations des éoliennes et des panneaux solaires** en annulant le décret sur la PPE3 (10 milliards d'euros économisés).

26 **Supprimer le millefeuille administratif et les agences d'État inutiles.**
Sur les 1 700 milliards d'euros formant la dépense publique, il est possible d'économiser 40 milliards par an au terme des 5 ans, soit un peu plus de 2 %.

- Supprimer progressivement des agences d'État : ADEME, ARS… qui coûtent 80 milliards d'euros par an avec des frais de structure, alors que leurs missions pourraient être reprises dans le cadre de leurs ministères de tutelle, avec un objectif de 20 milliards d'euros par an au terme des 3 ans.
- Supprimer l'échelon régional, le mandat de conseiller régional, les intercommunalités inutiles, le Conseil économique, social et environnemental (CESE), tout en renforçant le pouvoir des maires et des conseils départementaux, avec un objectif de 10 milliards d'euros par an au terme de 3 ans.
- Supprimer les subventions de l'État aux associations clientélistes et immigrationnistes, contraires à l'intérêt général, avec un objectif de 10 milliards d'euros au bout de 3 ans (le total des subventions publiques accordées aux associations est de 23 milliards d'euros par an).

27 **Renforcer le pôle financier de Bercy de lutte contre la fraude fiscale**, principalement les carrousels sur la TVA, avec un objectif de 20 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

28 **Rétablir une fiscalité loyale** en :

- Imposant le bénéfice consolidé des multinationales au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans le pays (recettes supplémentaires de 10 milliards d'euros au bout de 5 ans).
- Créant une taxe sur l'exploitation des données personnelles (recettes supplémentaires de 5 milliards d'euros par an au terme de 5 ans).
- Créant une taxe antidumping (recettes supplémentaires de 5 milliards d'euros au bout de 5 ans).

29 **Rapatrier le pouvoir monétaire, bancaire et financier en France** (actuellement à Francfort et à la BCE) et réviser le fonctionnement des lois bancaires et financières (1973, 1984, traités de Maastricht et de Lisbonne de 1992 et 2008) pour permettre à l'État d'emprunter directement auprès de la Banque de France, redevenue autonome. La France, pour investir dans les infrastructures nationales, sans alimenter l'inflation, pourra directement se refinancer à taux zéro auprès de sa Banque de France, sans passer par les marchés financiers. Cet emprunt à 0% pour nos investissements publics permettra d'économiser au terme des 5 ans 10 milliards d'euros par an des intérêts d'emprunt. Un grand emprunt national offrant un avantage fiscal aux Français permettra de reprendre le contrôle de notre dette et de conforter notre nouvelle monnaie à l'exemple du Japon.

30 **Rebâtir un État stratège en réhabilitant un vrai commissariat au Plan** pour créer de nouvelles filières industrielles (Robotique, informatique quantique, IA française, Canadairs français…) et faire de la France le paradis des chercheurs. 2,2 % de notre PIB est actuellement consacré à la recherche contre 3,2 % pour l'Allemagne. L'objectif sera de passer la barre des 3 % dès 2029.

A titre d'exemple, la planification énergétique sera mise en œuvre : l'électricité est l'avenir de l'énergie et le nucléaire est l'avenir de l'électricité.

- Les programmes de construction des EPR2 et de déploiement des petits réacteurs modulaires français pour remplacer nos centrales en fin de vie seront accélérés.
- Un vaste programme de recherche et développement pour développer les filières de réacteurs à neutrons rapides sera lancé. En outre, nus relancerons et donnerons des moyens au projet Astrid.
- Les barrages hydroélectriques seront rénovés, leur puissance améliorée et ils resteront dans le giron d'EDF.
- Les trains diesel de la SNCF seront enfin remplacés par des trains Alstom à hydrogène pour développer progressivement toute la filière hydrogène (fabriqué à partir d'électricité) en France.

DEBOUT LA FRANCE · BP 80479 · 75327 PARIS CEDEX 07
01 84 16 02 24 · courrier@debout-la-france.fr · www.debout-la-france.fr